

Budget du Québec 2021-2022

L'Alliance TRANSIT dévoile ses recommandations pour mettre les transports collectifs au coeur de la relance économique

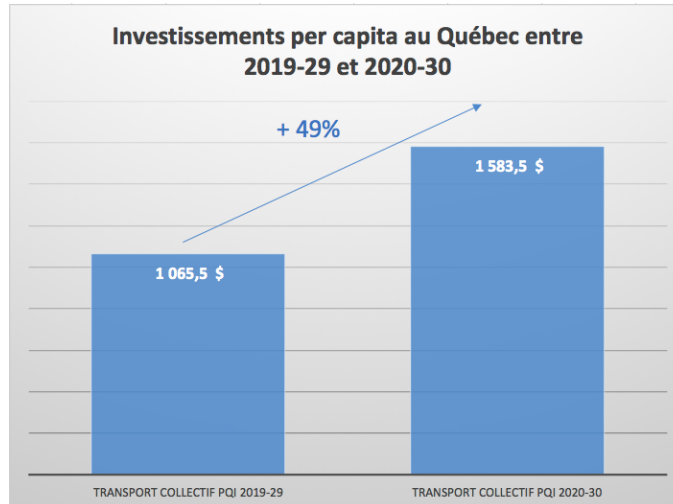
Montréal, le 24 mars 2021 - Alors que le ministre des Finances Éric Girard s'apprête à dévoiler ce jeudi le budget 2021-2021 du gouvernement du Québec, TRANSIT fait connaître ses [recommandations transmises lors des consultations prébudgétaires](#). L'Alliance demande de prolonger l'aide d'urgence afin de maintenir l'offre de service, d'accélérer les efforts afin d'atteindre l'engagement gouvernemental de rééquilibrer les investissements en transports, de donner suite au chantier sur le financement de la mobilité et de soumettre les investissements à des critères de choix rigoureux.

Reprendre l'élan des dernières années

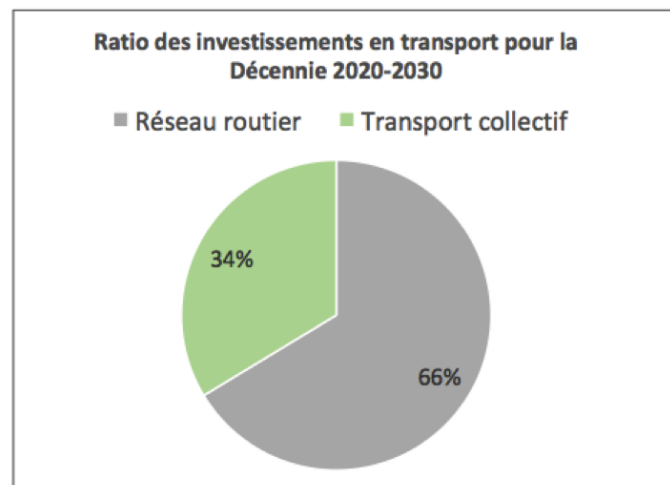
Rappelons d'abord qu'avant la crise sanitaire, l'achalandage des services de transports collectifs était à un niveau record dans plusieurs régions et la Politique de mobilité durable du gouvernement du Québec adoptée en 2018 était en pleine mise en œuvre. De plus, plusieurs membres du gouvernement avaient évoqué l'intention gouvernementale [de rééquilibrer dans une part égale](#) les investissements dans le réseau routier et le transport collectif inscrits au Plan québécois des infrastructures, une revendication portée par TRANSIT depuis plusieurs années.

Lors du dernier exercice budgétaire, une augmentation notable des investissements en transports collectifs avait d'ailleurs été constaté, mais des efforts très importants doivent encore être consentis pour arriver à l'objectif gouvernemental (voir les deux graphiques ci-dessous) qui a par ailleurs été officialisé dans le [Plan pour une économie verte](#) (p.28) adopté au mois de novembre dernier.

Les investissements en transports collectifs constituent par ailleurs un très bon levier pour la relance économique du Québec, vu la présence de fabricants sur le territoire. Reste qu'à court terme, la principale menace au développement des transports collectifs est la baisse drastique des revenus des sociétés de transport dûe aux mesures de confinement. L'Alliance TRANSIT, recommande donc de renouveler l'aide d'urgence au transport collectif pour assurer le maintien des niveaux de service pour la prochaine année.



PQI 2019-2029 et PQI 2020-2021



PQI 2020-2021

Répondre aux besoins de façon rigoureuse et transparente

Alors que les gouvernements s'apprêtent à investir des sommes records en transports collectifs, il sera essentiel que les porteurs de projet fassent preuve de rigueur et de transparence afin d'assurer que les choix qui seront faits répondent à des besoins démontrés et maximisent l'utilisation des transports collectifs. L'augmentation de la capacité routière pour des fins de déplacements quotidiens est incompatible avec cet objectif, ce pourquoi TRANSIT demande de prioriser uniquement l'entretien des routes.

Depuis quelques années, de nouveaux acteurs participent au financement et à la réalisation de projets de transports collectifs, comme la Banque d'infrastructures du Canada et CDPQ Infra. L'Alliance TRANSIT recommande d'assurer une approche transparente dans la planification, la conception et la réalisation des projets confiés à CDPQ Infra, en rendant publics l'ensemble des

coûts d'investissement et d'opération des projets de REM et leur impact sur le financement public des différents partenaires, en particulier pour les villes, le gouvernement du Québec et les usagers.

Des recommandations très attendues sur le renouvellement des sources de financement

Alors que le gouvernement admet qu'il devra rapidement renouveler les sources de financement des réseaux de transports en raison de l'électrification rapide des automobiles (la taxe sur les carburants constitue la principale source des réseaux à la charge du MTQ), la crise sanitaire aura fort probablement pour conséquence d'accélérer les choses. Les recommandations du [chantier sur le financement de la mobilité](#) sont très attendues à cet égard.

Il importe minimalement d'identifier des solutions à court terme pour indexer les revenus de la taxe sur les carburants, et de mettre en place des projets pilotes afin de tester de nouvelles méthodes de perception, comme la tarification kilométrique. Parmi les autres solutions souhaitées, TRANSIT souligne la révision des règles de financement des réseaux¹, afin d'assurer un meilleur partage des coûts d'opération et d'amoindrir l'incitatif au développement urbain axé sur les grands axes routiers, et l'utilisation par les régions du champ fiscal à leur disposition pour financer les transports collectifs, tel que le fait déjà la Gaspésie et que prévoit le Bas-St-Laurent et l'Outaouais.

-30-

À propos de TRANSIT

La mission de TRANSIT est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Depuis sa création en août 2011, TRANSIT publie des rapports d'analyse et fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2030. L'Alliance TRANSIT regroupe une [soixantaine d'organisations](#) de divers domaines.

Source

Samuel Pagé-Plouffe

Cell : 514.714.6762

info@transitquebec.org

¹ À titre d'exemple, le soutien financier annoncé [dans le budget 2017-2018](#) (p.29-30) qui fait que le gouvernement du Québec finance 85% du déficit du REM de l'ouest pourrait être étendue au financement de 85% des déficits d'opération, assumés par les villes, de tous les services de transport publics.